

décision s'impose au gouvernement du pays à l'égard de la pauvreté au Canada. Peu importe la décision, ce n'est jamais la bonne. Si vous dites non, vous êtes hanté par l'idée que, peut-être, s'agissait-il de celui, qui, sur douze, sur deux, trois ou quatre, peu importe le chiffre, était un honnête homme dans le besoin qu'il aurait fallu aider. Nous devons aider les pauvres. Mais nous ne devons pas encourager les pauvres à vivre comme ils le font.

Il faut toujours se demander s'il s'agit du genre d'honnête homme contre qui le sort s'acharne et qui a besoin d'aide. Par ailleurs, il était peut-être semblable à bien d'autres qui prennent les cadeaux qu'on leur offre. Je vais citer un cas extrême dont je me souviens. Une fois, je me suis fait jouer par un type mais je ne m'en suis aperçu qu'après coup. Je lui avais obtenu une assez bonne paire de bottes et j'avais été choqué d'apprendre qu'il les avait jetées par-dessus la clôture chez son voisin parce que ce n'était pas exactement ce qu'il voulait. Quand on aide une personne honnête et vraiment pauvre, aussitôt quel'un d'autre vient tout gâcher.

• (3.00 p.m.)

Si nous pouvions développer en Amérique du Nord une civilisation où il fait bon travailler, alors nous n'aurions plus à craindre d'instituer tous les programmes de sécurité du revenu et de revenu garanti que nous voulons parce que ces façons de vivre répugnaient aux gens. Mais nous devons toujours regarder plus loin et nous demander si nous avons une civilisation où la majorité est prête à prendre ce qui lui est offert, à vivre aux crochets d'autrui sans se soucier des stimulants sociaux auxquels étaient exposés les gens qui ont fait l'objet de sondages au New Jersey.

Reconnaissant l'existence de restrictions financières que les Canadiens doivent accepter, reconnaissant la nécessité désespérée d'agir en faveur des miséreux qui sont vraiment honnêtes et reconnaissant aussi, comme de nombreux députés l'ont signalé, qu'une fois atteint le point de saturation d'un programme fondé sur une méthode de sélectivité ou sur l'évaluation des ressources, il y aura un vaste domaine où s'exercera une discrimination entre les personnes honnêtes et dignes de confiance et certains bandits qui tireront profit du programme. Toutefois, compte tenu de tous ces éléments et sauvegardes, nous avons adopté la seule ligne de conduite qui s'imposait.

Nous ne devons pas oublier que nous devons nous orienter inévitablement vers le revenu annuel garanti et que, ce faisant, nous devons espérer qu'un organisme ou une institution au Canada entreprendra des recherches approfondies là-dessus. Quand l'attitude générale veut que les gens gagnent leur vie là-dessus, devraient-ils aussi être incités à profiter de tout ce qu'on offre? Mais si la civilisation n'était plus fondée sur le travail, pourrions-nous encore compter jouir des mêmes avantages découlant de ce programme? La question est vraiment urgente. J'ajouterai qu'il est à espérer que le projet de loi soit renvoyé au comité aussi rapidement que possible où il pourra être étudié de façon plus poussée.

[M. McBride.]

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, je veux en premier lieu exprimer de la reconnaissance au sujet de ce bill. Il y a longtemps, on m'a dit d'être reconnaissant des moindres bienfaits, or, c'en est un. J'ai remarqué que le député cicéronien qui m'a précédé a suivi la pratique de plus en plus courante qui consiste, en terminant, à proposer le renvoi de la question au comité sans tarder. Il me permettra certainement d'ajouter une bénédiction à son sermon.

J'ai bien goûté les paroles du député cet après-midi et aussi celles qu'il a prononcées lors d'un débat antérieur. Je l'admire de ne pas démoder de son opinion. J'ai été quelque peu surpris d'entendre mon ami presbytérien de Broadview (M. Gilbert) déclarer ce matin qu'il allait procéder à la manière d'un prédicateur méthodiste. C'est, je crois, porter un peu trop loin le souci œcuménique. Ses observations m'ont plu aussi. J'estime qu'une question de ce genre exige de nous un peu plus de réflexion que d'habitude et un effort d'approfondissement de ces questions qui sont, dans une grande mesure, une appréciation générale de certains principes fondamentaux de notre société.

J'ai parlé de petits bienfaits et je dois avouer, comme l'a fait l'autre jour le chef de mon parti, éprouver un sentiment de dégonflement intellectuel, mot inusité de ce temps-ci, à la suite de la présentation par le ministre de cette mesure et, en fait, du Livre blanc. Depuis quelques années, il semble que la vie politique du pays est caractérisée par un procédé volontaire de gonflement des espérances du peuple canadien. Il y a toujours, il me semble, un immense travail gouvernemental et administratif suivi de l'accouchement tardif de quelque souris législative ou, pour employer le jargon du jour, de quelque démosubvention naine.

Si souvent on nous présente des Livres blancs l'un après l'autre et une étude précédée d'une série d'autres, et il se dégage du procédé l'espoir de grandes choses à venir pour les Canadiens. Je suppose que cela fait partie de l'âge charismatique. Le charisme était autrefois un concept connu des spécialistes en économie politique et des théologiens; maintenant c'est le sceau du politicien professionnel dans certains secteurs et certains pays. Des slogans sont employés très judicieusement pour provoquer des espoirs immenses. Une de nos principales élections était caractérisée par deux slogans. L'un d'entre eux était celui de la société juste et l'autre était un appel au maintien de notre unité nationale. Je viens de lire que même le slogan «société juste» a été abandonné. Si même ce slogan est abandonné, tout le reste disparaît également.

L'hon. M. Dinsdale: Il n'y a jamais rien eu d'autre.

M. Macquarrie: Je ne peux pas parler d'unité nationale pendant ce débat mais ce qu'elle a subi me laisse beaucoup à penser. Je ne devrais pas en être surpris, étant donné que même les «Grandes espérances» de Dickens donnent également une impression lugubre. Nous semblons ne jamais en sortir. Je me demandais où se trouvait celui qui est chargé des Postes. Je ne veux pas parler de l'actuel ministre des Postes qui est présent, mais de l'autre. J'ai découvert qu'il est en Angleterre et que nous étudions par l'intermédiaire de ce ministre une chose que nous avons déjà étudiée ces dernières années par toutes